

ENTREPRISES

Mario Draghi entame sa tournée d'acheteur de gaz à Alger

L'Algérie pourrait redevenir le premier fournisseur de l'Italie, qui veut réduire sa dépendance à la Russie.

38 %
du gaz
consommé en 2021
par l'Italie venait
de Russie

ÉNERGIE Mario Draghi, qui considère qu'acheter du gaz à la Russie c'est financer sa guerre en Ukraine, est désormais prêt à aller avec l'Europe jusqu'à l'embargo sur le gaz russe... «*qu'il en coûte*». Et, considérant que la guerre sera probablement longue, il se prépare à toute éventualité. Depuis le 24 février, il poursuit une active diplomatie du gaz dans les pays producteurs. Il s'est ainsi rendu lundi à Alger avec le président du groupe pétrolier ENI, Claudio Descalzi, véritable ambassadeur sur les questions énergétiques. Il y a rencontré

le président Abdelmadjid Tebboune, qu'il recevra pour une visite d'État fin mai. D'ici la fin du mois, Draghi devrait aussi se rendre au Congo, au Mozambique et en Angola, pays qui, avec le Nigeria, le Qatar, l'Égypte, l'Indonésie et l'Azerbaïdjan, devraient lui permettre à terme d'affranchir l'Italie de la Russie. Moscou, son premier fournisseur, lui a vendu, en 2021, 29 milliards de mètres cubes sur les 76 milliards consommés, soit 38 %.

Objet de la visite à Alger : un accord de coopération entre les deux pays sur l'énergie, y compris sur les renouvelables. Et, en particulier, la signature d'un contrat entre les groupes ENI et Sonatrach, qui devrait permettre d'augmenter de

21 à 30 milliards de mètres cubes les exportations de gaz algérien en Italie. Et faire de l'Algérie son premier fournisseur, comme au début des années 2000. Alors que le gazoduc TransMed-Enrico Mattei, qui relie l'Algérie à la Sicile, n'est utilisé qu'à deux tiers de sa capacité de 36 milliards de mètres cubes, l'augmentation des exportations de gaz algérien est, au moins sur le papier, la solution la plus rapide à la crise du gaz.

Exploration intensifiée
Reste à savoir à quelle échéance. «*La hausse de l'exportation commencera en 2022 et montera à 9 Mds m³ à l'horizon 2023-2024* », dit-on à l'ENI. «*D'ici mars 2023, il sera*

impossible de substituer de telles quantités de gaz », nuance Davide Tabarelli, directeur du centre d'étude sur l'énergie de Nomisma, à Bologne. Depuis trente ans, l'Algérie n'a pas investi dans l'exploration-production. La seule possibilité à court terme serait qu'elle redirige une partie du gaz qu'elle vend aujourd'hui à l'Espagne vers l'Italie, car l'Espagne, qui a plus de capacités de regazéification que l'Italie, pourrait acheter davantage de GNL sur le marché. Mais, même ainsi, ce serait un miracle d'obtenir rapidement 5 milliards de mètres cubes supplémentaires (de gaz naturel liquéfié, livré par bateau), ajoute le spécialiste. De fait, Sonatrach déclarait début avril qu'il ne disposait

que de «*quelques milliards de mètres cubes supplémentaires* », mais qu'il intensifierait l'exploration gazière dans le but de doubler sa capacité en quatre ans.

Ainsi l'Italie attend-elle beaucoup de l'accélération du projet algérien de Berkine Sud signé en décembre dernier, à 51 %-49 % entre Sonatrach et ENI, proche de deux champs gaziers déjà exploités par l'Italien. Les premiers tests réalisés en mars 2022 dans deux puits de forage du bassin de Berkine, qui ont conduit à la découverte d'importantes réserves, ont permis à ENI d'affirmer le 3 avril que l'Algérie pourrait dès le mois de juillet fortement augmenter sa production. ■

Espace: le fonds français Expansion mis sur orbite

Charles Beigbeder et François Chopard, respectivement à la tête d'Audacia et Starburst, créent une structure de capital-risque, dotée de 300 millions.

VERONIQUE GUILLERMARD
@vguillermard

SPATIAL Expansion, fonds privé français de capital-risque, dédié au New Space européen, est né. Ce mardi 12 avril, Charles Beigbeder, PDG fondateur de la société de gestion d'actifs Audacia, et son partenaire, François Chopard, PDG fondateur de l'accélérateur aerospace Starburst, en annoncent le lancement, lors d'une soirée, organisée à l'hôtel de Bourienne, à Paris.

Géré par la société Expansion Venture, le fonds bénéficie de l'expertise des deux cofondateurs et de leurs sociétés dans la deep tech et le capital-risque. Le fonds s'enrichit d'emblée de 40 start-up, issues du portefeuille de Starburst et de son programme Blast, ainsi que de trois participations dans des jeunes pousses - Share My Space, HyPr Space et

Zephalto - apportées par la société Geodesic. Celle-ci a été créée l'été dernier par Charles Beigbeder afin de réaliser les premières opérations, en attendant l'installation d'Expansion. Ce dernier «*a pour objectif de lever plus de 300 millions d'euros sur la période 2022-2023, dont 100 millions lors de la première étape d'ici à fin 2022. Ce fonds essentiellement privé aura un effet d'entraînement auprès d'investisseurs privés mais aussi publics, précise Charles Beigbeder, au Figaro. Si, lors de la phase d'ancrage, un euro investi permet de lever un euro en complément auprès d'autres investisseurs, l'effet augmente lors des tours de table suivants, un euro générant six voire dix euros d'apport supplémentaire.*»

Son ambition est de participer à la consolidation de la souveraineté européenne spatiale, qui dépend des acteurs historiques tels qu'Ariane Group, Airbus Space et Thales

François Chopard et Charles Beigbeder, cofondateurs du fonds Expansion, qui a pour ambition de participer à la consolidation de la souveraineté européenne spatiale.
EUGÈNE MARTINEZ



Alenia, mais aussi de ceux du New Space. Cela, avec du capital-risque européen, afin de conserver l'innovation et les bonnes idées sur le Vieux Continent. «*En 2021, 30 li-cornes ont émergé dans le monde, dont cinq européennes. Ces dernières ont toutes été contraintes de se financer hors d'Europe* », regrette Sandra Budimir, cofondatrice de Starburst et une des trois partenaires d'Expansion. Charles Beigbeder veut apporter une «*réponse européenne* » à ce besoin en capitaux afin «*de défendre et de faire prospérer notre écosystème*».

Expansion prévoit de financer 100 start-up européennes, dont 50 % seront françaises, en quatre ans et d'accompagner une vingtaine d'entre elles, lors des étapes suivantes. Il s'agit aussi de favoriser les regroupements pour créer des champions européens. Le fonds a identifié quatre nouvelles cibles

dans les microlanceurs, la communication laser, la fabrication en orbite et la propulsion de satellites, dans lesquelles il veut investir rapidement. Expansion investira à 360 degrés, ne s'interdisant aucun segment de marché : microlanceurs, satellites, charges utiles de télécoms, d'internet, de géolocalisation, services en orbite, énergie (batteries) mais aussi technologie hypersonique et spatial militaire.

Le plus important fonds privé en Europe
En plus du spatial, Expansion vise aussi l'aéronautique et la défense car les technologies convergent dans ces trois domaines et les usages sont de plus en plus duaux. Coprésidé par Charles Beigbeder et François Chopard, le fonds a reçu le «*parrainage* » du Cnes et de l'Agence innovation défense (AID). Emmanuel Chiva, directeur d'AID,

entre d'ailleurs au comité stratégique du nouveau fonds, au côté de Dirk Hoke, ex-PDG d'Airbus défense, et patron de la start-up allemande Volocopter, spécialisée dans les taxis volants.

Avec Expansion, la France se dote du plus important fonds privé de ce type en Europe où d'autres acteurs se sont créés récemment. Parmi eux, Primo Venture en Italie, Future Fund au Luxembourg, Urania en Allemagne et Orbital Ventures, la branche européenne du fonds américain Primus Venture. D'autres investisseurs à succès investissent aussi dans le spatial tels que Xavier Niel, fondateur de Free, via son fonds Klima Venture, ou encore Octave Klaba, fondateur d'OHV Cloud. Le Cnes estime que le cap du milliard de capitaux privés investis dans le spatial devrait être franchi cette année en Europe, contre 200 à 300 millions en 2019. ■

Le Keytruda, futur médicament le plus vendu au monde

L'anticancéreux de MSD pourrait détrôner d'ici à 2023 l'Humira d'AbbVie, dont le brevet a expiré.

C'est un médicament qui révolutionne la prise en charge de cette maladie. Il est devenu le traitement de référence dans de nombreux cancers

CLARISSE LHOSTE, PRÉSIDENTE DE MSD FRANCE

KEREN LENTSCHNER @Klentschner

PHARMACIE C'est une vraie promesse d'espoir pour 2000 patients français atteints d'un cancer de l'œsophage avec des métastases. Le Keytruda, le traitement d'immunothérapie du laboratoire américain MSD (Merck aux États-Unis), vient d'être autorisé en France par la Haute Autorité de santé (HAS). Les essais cliniques ont démontré sa supériorité par rapport au traitement existant, à base de chimiothérapie. Il s'agit de la dixième indication du Keytruda homologuée dans l'Hexagone (colorectal, endomètre, sein...). «*C'est un médicament qui révolutionne la prise en charge de cette maladie*, se réjouit Clarisse Lhoste, à la tête de MSD France. Il est devenu le traitement de référence dans de nombreux cancers.»

La HAS a donné son feu vert à la mise à disposition du Keytruda dans le cancer de l'œsophage métastatique alors même qu'il est toujours en examen auprès de l'Agence européenne des médicaments. Cela est rendu possible par la réforme de l'accès précoce, promise par les pouvoirs publics à l'été dernier lors de la réunion du Conseil stratégique des industries de santé (CSIS) et aussitôt mise en œuvre. Jusque-là, cette procédure réservée aux médicaments les plus innovants ne concernait pas les extensions d'indications. L'ensemble des professionnels du secteur plaident pour une réforme. «*La France était très en retard par rapport à certains pays européens comme l'Allemagne qui permet une mise à disposition des traitements innovants dès l'autorisation de mise sur le marché européenne* », explique Clarisse Lhoste. Or la lenteur des procédures retar-

de la mise à disposition des traitements : il faut de 12 à 24 mois en France entre le feu vert européen et la commercialisation d'un médicament. Le temps de passer les différentes étapes d'évaluation et les négociations autour du prix et du remboursement. Un point noir pour les patients les plus gravement malades.

Concurrence des génériques
Depuis l'entrée en vigueur de la réforme en octobre dernier, 15 médicaments (ou indications) ont bénéficié d'un accès précoce de la HAS, essentiellement en oncologie où il n'existe pas - ou peu - d'alternative thérapeutique. Une trentaine de dossiers sont en cours d'évaluation. À lui seul, le Keytruda a bénéficié d'un accès précoce dans quatre indications. «*C'est l'espoir pour 10 000 patients au total de pou-*

voir bénéficier de leur traitement avec au moins un an d'avance », commente Clarisse Lhoste. Une vraie course contre la montre pour le laboratoire qui a dû à chaque fois déposer les dossiers auprès de la HAS dans des délais très courts après la finalisation des essais cliniques. «*Chaque mois compte pour les patients* », ajoute Clarisse Lhoste.

Le Keytruda est l'un des premiers traitements d'immunothérapie à avoir vu le jour il y a sept ans. Ce segment du marché de l'oncologie est aujourd'hui le plus porteur. Mais l'immunothérapie ne permet de traiter que 20 % des patients atteints de cancer. Au total, le Keytruda - dont le prix public est de 5 185 euros pour les trois semaines de traitement - a bénéficié d'une dizaine d'homologations à travers le monde. Des programmes sont en développement dans 30 cancers. Ce qui donne une idée du potentiel de

ce médicament qui a totalisé l'an passé 17,2 milliards de dollars de ventes (+20 %), soit plus d'un tiers du chiffre d'affaires de MSD. La Chine, où il est approuvé dans huit indications, est l'un de ses leviers de croissance.

Le Keytruda devrait ainsi détrôner en 2022 ou 2023 l'Humira d'AbbVie, le médicament le plus vendu au monde (20,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2021), prescrit contre les maladies inflammatoires. Car l'Humira, dont le brevet a expiré en 2018, est désormais soumis à la concurrence des biosimilaires, les versions génériques des médicaments biologiques. L'an passé, les augmentations de prix aux États-Unis, son premier marché, avaient compensé la perte de revenus à l'international. L'arrivée l'an prochain de neuf biosimilaires sur le marché américain devrait marquer la fin d'une époque. ■